



Copy 2
31943

Centre de Développement Sous-Régional
(CDSR/AO) pour l'Afrique de l'Ouest

Subregional Development Centre
(SRDC/WA) for West Africa

CEA/CDSR/AO/5.4.2c (a) 4		ECA/SRD/WA/5.4.2c (a) 4	
NOTE D'INFORMATION SUR LES FAITS NOUVEAUX DANS LA SOUS-REGION DU CDSR DE L'AFRIQUE DE L'OUEST		BRIEFING NOTE ON NEW EVENTS IN THE SRDC /WA SUBREGION	
Inauguration de la Fondation Félix HOUPHOUET-BOIGNY pour la recherche de la paix. 05 Décembre 1997	1-5	Inauguration of the Fundation Felix HOUPHOUET BOIGNY for the search of peace. 5 December 1997.	1-5
Inauguration de la bourse régionale des valeurs mobilières.	6-11	Inauguration of the regional stock exchange on transferable securities.	6-11
Report de l'instauration effective de l'Union Douanière jusqu'en l'an 2000.	12-16	Postponement of the effective establishment of the customs union until year 2000.	12-16

**INAUGURATION DE LA FONDATION
FELIX HOUPHOUET-BOIGNY POUR LA
RECHERCHE DE LA PAIX
05 DECEMBRE 1997**

**INAUGURATION OF THE FUNDATION
FELIX HOUPHOUET BOIGNY FOR THE
SEARCH OF PEACE
5 DECEMBER 1997**

C'était en présence de plusieurs chefs d'Etats (Africains et celui de la France surtout) ainsi que de plusieurs personnalités des Organisations Internationales en particulier le Directeur Général de l'UNESCO et de la Société Civile, que la Fondation Félix Houphouet-Boigny pour la recherche de la paix a été inaugurée officiellement par le Président Ivoirien. Cette fondation qui est placée sous la tutelle de l'UNESCO devrait poursuivre avec persévérance, son objectif premier de rétablissement et de consolidation de la paix. C'est dans ce but que cette fondation devrait offrir chaque année, des prix aux lauréats de la paix. En effet, créé en Novembre 1989 par la conférence générale de l'UNESCO, ce prix qui porte le nom de l'ancien président de la République de Côte-d'Ivoire disparu le 7 décembre 1993 en est à sa sixième édition :

- 1991 : prix offerts à Frédéric W. De KLERK, Président de la République d'Afrique du Sud et à Nelson MANDELA, Président du Congrès National Africain (ANC).

- 1992 : prix offert à l'Académie du Droit International de la Haye, aux Pays-Bas.

- 1993 : prix offerts à Yasser ARAFAT, Président de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), à Yitzhak RABIN Premier Ministre de l'Etat d'Israël, et à Shimon PERES, Ministre des Affaires Etrangères de l'Etat d'Israël.

A good number of African Heads of States joined by the French President together with several key figures of International Organizations like the Director General of UNESCO as well as the Representatives of the civil society were present at the official opening by the President of Côte D'Ivoire. The Foundation placed under the supervision of UNESCO aimed at achieving with perseverance its first objective which is the restoration and the consolidation of peace materialized every year by the award of a peace prize. Created in November 1989 by the General Conference of UNESCO, the prize bears the name of the former President of Côte D'Ivoire and is at its sixth edition.

-1991 : the award was shared by Frederic W. De KLERK, President of the Republic of South Africa and Nelson Mandela, President of the African National Congress (ANC).

-1992 : the award went to the International Law Academy in theHague in the Netherlands.

-1993 : the award was shared by Yasser ARAFAT, President of the Palestine Liberation Organization (PLO), Yitzhak RABIN, the Prime Minister of Israel and Shimon PERES, the Minister of Foreign Affairs of Israel.

- 1994 : prix offerts à Juan CARLOS 1^{er}, Roi d'Espagne, et à Jimmy CARTER, ancien Président des Etats-Unis.

- 1995 : prix offerts à Sadako OGATA, Haut Commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés (japon) et au Haut-Commissaire des Nations-Unies pour les Réfugiés.

-1996 : prix offerts à Alvaro ARZU irigoyen, Président de la République du Guatemala et Rolando MORAN, Représentant de l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque.

Dès lors ce prix est devenu en si peu d'années une distinction internationale de premier plan. Le support apporté à cette fondation montre bien l'importance capitale que la communauté internationale en l'occurrence les Nations Unies, accordent à la paix dans le monde en général, et dans le continent africain en particulier. C'est justement dans ce cadre que se situent les réformes (les plus vastes et les plus ambitieuses) qui sont intervenues au sein de l'ONU et dévoilées le 16 juillet 1997 par le Secrétaire Général Kofi ANNAN. En effet, l'économie réalisée sur ces réformes permettra entre autres, à l'organisation, de traiter avec davantage d'efficacité les problèmes de la consolidation de la paix des droits de l'homme... etc auxquels l'Afrique est confrontée. En particulier, la localisation de la "Fondation Félix Houphouet-Boigny pour la recherche de la paix" à Abidjan pourrait avoir un impact positif sur la situation sociale dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. En effet, des conflits armés font encore rage dans quelques pays de cette sous-région ; c'est notamment le cas des rebellions armées en plusieurs régions d'Afrique de l'Ouest. Là où la guerre est terminée ce sont ces conséquences qui bloquent encore le développement : (population déplacée, individus mutilés, familles disloquées etc).

-1994 : the award went to Juan CARLOS the first, King of Spain and Jimmy CARTER, former President of the United States of America.

-1995 : the award went to Sadako OGATA (japanese), the UN High Commissioner for Refugees.

-1996 : the award was shared by Alvaro ARZU irigoyen, President of the Republic of Guatemala and Rolando MORAN, the Representative of the Guatemalan National Revolutionary Movement.

Since then, the award became within a lapse of time an important international distinction. The support provided to the Foundation is indicative of the credit the international community, especially the United Nations attached to peace in the world in general and in Africa in particular. This objective is in line with the far-reaching and ambitious reforms programs within the system of the United Nations initiated on 16 July 1997 by the UN Secretary General, Kofi ANNAN. These reforms will, among other things, enable the Organization to find more efficient solutions to conflicts and their consequences faced by the Africa of humanitarian assistance seeking to consolidate peace and human rights. In particular, the localization of the "Fundation Felix Houphouet-Boigny for the search of peace" in Abidjan could have a positive impact on the social conditions in the sub-region of West Africa. There are still raging armed conflicts in this sub-region : it is the case for instance of the armed rebellions located in several parts of West Africa. Besides, the ending of wars leaves sad pictures related to displaced populations, mutilated individuals and scattered families.

A cela s'ajoutent des troubles sociaux liés à des rivalités ethniques et aux tentatives de destabilisation du processus démocratique. Dans cet ordre d'idées, la "Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix" peut servir de catalyseur dans le cadre des négociations ou mieux des tentatives de recherches des solutions entre les fractions armées et les gouvernements des pays correspondants.

Par ailleurs les prix offerts chaque année aux différents lauréats ainsi que les hommages rendus à ceux-ci par la communauté internationale et par quelques grandes personnalités pourraient inciter les belligérents de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest à amorcer le plus rapidement possible le processus de paix. L'exemple le plus significatif est celui du dernier prix de la fondation offert à Alvaro ARZU 50 ans, Président de la République du Guatemala, et Ricardo Ramirez de Leon, plus connu sous le nom de "Commandant Rolando Moran", 68 ans (dont trente-six passés dans la guérilla), membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URGN.) En effet, malgré la lenteur dans le processus de négociation pour la paix, ces deux hommes de bonne volonté sont parvenus à mettre un terme à trente-six ans de guerre civile : un conflit méconnu sur le continent africain qui aura cependant coûté la vie à plus de 400.000 personnes. Ce qui est intéressant pour les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, c'est l'aspect normatif de ce prix. En ce sens que cet exemple est riche d'enseignement et nous montre une voie à suivre ; d'ailleurs trois chefs d'Etat Ouest-Africains avaient aussi compris l'importance de cette démarche sans précédent. Ils ont tenu à honorer les deux lauréats du prix Félix Houphouët-Boigny de leur présence : Henri Konan Bédié, le Président Ivoirien qui n'a d'ailleurs manqué aucune cérémonie de remise de prix depuis qu'il a succédé au "père de la nation ivoirienne", Abdou Diouf Président de la République du Sénégal, parrain du prix désigné par Félix Houphouët-Boigny de son vivant et Maaouya Ould Sid Ahmed Taya, Président de la République Islamique de Mauritanie .

What follows next concerns social unrest related to ethnic rivalry and destabilization attempts to democratic process. In that perspective, the "Fundation Felix Houphouët Boigny for the search of peace" can be a catalyst within the framework of negotiations aimed at seeking solutions between the parties in conflict and the governments of the corresponding countries.

Moreover, the awards granted each year to the various prizewinners as well as the tributes paid to them by the international community and some key figures could urge the belligerents in the sub-region of West Africa to quickly start up the peace process. In this respect, the most significant example is the latter prize of the Fundation offered to Alvaro ARZU Irigoyen, 50 years old, President of the Republic of Guatemala and to Ricardo Ramirez de Leon, better known under the name of "Commander Rolando Moran", 68 years old (with 36 years spent in guerilla war), member of URGN the National Guatemalan Revolutionary Unit. Despite the slow progress in the peace negotiations process, these two men of good have succeeded to put an end to thirty years of civil war : an unknown conflict on the African continent which costs the life to over 400,000 people. What is interesting for the countries of the sub-region is the prescriptive aspect of the prize in the sense that it is rich in lessons and shows us the example to follow. In this regard, three Heads of States have understood the importance of this procedure without precedent and they insist to honour the prizewinners with their presence to the ceremony. There are Henri Konan Bédié, the President of Côte d'Ivoire who never missed an opportunity of an award ceremony since he succeeded the "Father of the Ivoirian Nation", the President of Senegal, Abdou Diouf, the designated godfather by Felix Houphouët Boigny when he was alive and the President of Mauritania, Maaouya Ould Sid Ahmed Taya.

En cette période troublée pour le continent africain en général et pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest en particulier, Abdou Diouf rappellera que la remise du prix Félix Houphouet-Boigny pour la recherche de la paix est un moment de recueillement et de méditation.

Un autre aspect positif de la localisation de cette fondation à Abidjan en Côte-d'Ivoire, est qu'elle encouragera la restauration et la sauvegarde de la bonne gouvernance qui est la clé du progrès dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest en particulier. En effet, dans certains pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, l'esclavage, l'exploitation des femmes et le travail des enfants continuent toujours à persister quoique de façon masquée. Or le succès de la bonne gouvernance passe entre autre par le respect des droits fondamentaux de l'homme. Dans d'autres pays, on assiste à des prises de pouvoir non démocratiques.

Ceci est une entorse grave à la bonne gouvernance. Dans cet ordre d'idées, la Fondation Félix Houphouet-Boigny, par le biais du prix offert pourrait encourager certains chefs d'Etats ouest-africains à lutter contre toute pratique discriminatoire dans leurs pays ; et partant de cela contribuera à la mise en oeuvre totale de la bonne gouvernance ; condition devenue nécessaire pour le développement économique.

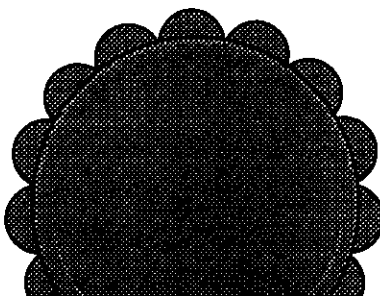
Au total, la fondation Félix-Houphouet-Boigny pour la recherche de la paix contribuera sans doute à banir, le climat d'insécurité dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et par voie de conséquence, à renforcer les activités de développement dans la sous-région.

In this unrest era which is prevailing in the African continent in general and in the sub-region of West Africa in particular, Abdou Diouf recalls that the Felix Houphouet-Boigny award for the search of peace constitutes a moment of contemplation and meditation.

Another positive aspect of the localization of the Foundation in Abidjan in Côte d'Ivoire is that it will encourage the restoration and the safeguard of good governance which is the key of progress in the sub-region of West Africa in particular. This because, in certain countries of the sub-region, practices such as slavery, the exploitation of women and children's labour are still persisting in a disguised way. But the success of good governance is among other things related to fundamental human rights. Besides, other countries are under non democratic systems.

This constitutes an infringement to good governance. In this perspective, the Foundation Felix Houphouet-Boigny, through the award could help some West African Heads of States to fight against any discriminatory practice in their countries. This might contribute in the implementation of good governance, a prerequisite for economic development.

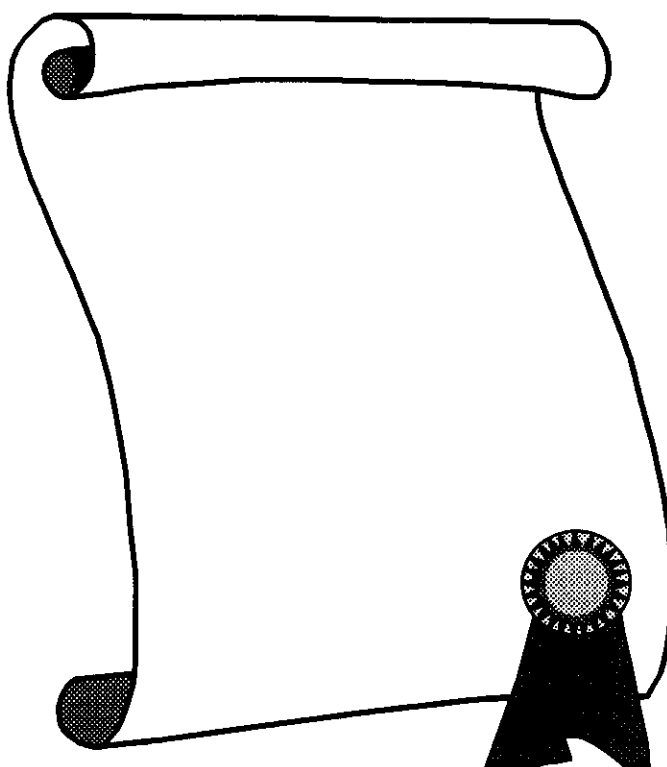
The Foundation Felix Houphouet-Boigny for the search of peace will no doubt contribute to eradicate the climate of insecurity which prevails in the sub-region of West Africa and consequently reinforce development activities in the sub-region.



Le premier écho sans doute à cette initiative et toujours dans le cadre de la consolidation de la paix s'est tenue à Lomé du 16 au 17 décembre 1997 une session extraordinaire de la CEDEAO. En effet, invité par le chef de l'Etat Togolais Mr GNASSINGBE Eyadéma, les chefs d'Etats de la CEDEAO ont examiné les questions liées à la paix, la sécurité et la stabilité politiques dans la sous-région de l'Afrique de l'ouest. Ils ont également mené une réflexion sur le devenir de l'ECOMOG (force ouest-africaine d'interposition) et ont envisagé son avenir. Ce sommet est donc la preuve que la paix définitive et la stabilité politique pourront être de retour dans la sous-région ; et que la Fédération Félix-Houphouët Boigny pour la recherche de la paix peut en accélérer le processus.

The first answer to this initiative within the framework of the consolidation of peace was held in Lomé from 16 to 17 December 1997 through an ECOWAS extraordinary session. In this respect, on invitation of the Head of State of Togo, Mr GNASSINGBE Eyadema, ECOWAS Heads of States examined questions related to peace, security and political stability in the sub region of West Africa. They equally held discussions on the future of ECOMOG, the West African deployment force.

This summit was the evidence that definitive peace and political stability could be back in the sub-region and that the Fondation Félix Houphouët-Boigny for the search of peace can speed up the process.



COTE-D'IVOIRE :

**INAUGURATION DE LA BOURSE
REGIONALE
DES VALEURS MOBILIERES**

I Historique et Fondement

Le projet de création de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine datait de très longtemps. Il figurait déjà dans le traité constitutif de l'Union Monétaire Ouet-Africaine (UEMOA) en 1973. Actuellement, les efforts croissants d'intégration régionale au sein de l'Union, qui ont abouti à l'adoption d'un cadre juridique et comptable (système comptable Ouest-Africaine) unifié, auxquels s'ajoutent l'existence d'une monnaie commune ont tissé les conditions techniques permettant la création d'une place financière régionale. C'est ainsi qu'une réunion des actionnaires qui s'est tenue en décembre 1996 à Cotonou a élu le Conseil d'Administration de la Bourse. Le principal défi que ce Conseil devrait relever était justement le choix du système informatique. En effet, les contraintes d'un marché financier régional impliquent que les investisseurs de Niamey ou de Dakar disposent des mêmes informations. Pour répondre à ce besoin, le Conseil d'Administration a choisi une société Canadienne (EFA Software services). C'était donc dans ces conditions que la BRVM de l'UEMOA a été officiellement inaugurée le 18 décembre à Abidjan, capitale ivoirienne;

II Objectifs de la BRMV

La mise en place du marché financier régional de l'UEMOA, articulé autour d'une BRMV et d'antennes locales (en cours de création) vise à diversifier les sources de financement de l'activité économique.

COTE D'IVOIRE :

**INAUGURATION OF THE REGIONAL
STOCK EXCHANGE ON TRANSFERABLE
SECURITIES**

I Background

The project to create the West African Economic and Monetary Regional Stock Exchange on transferable securities was an old one. It was already included in the founding document of the West African Monetary and Economic Union (WAEMU) signed in 1973. Presently, increasing efforts towards regional integration within the Union led to the adoption of a legal and accounting unified framework (the West African Accounting system) with a common currency established the technical conditions for the implementation of a regional financial market. In this respect, a shareholders meeting held in 1996 in Cotonou elected the Executive Board of the Stock Exchange. Among other things, the main challenge of the Board was the adoption of the type of data processing system. The constraints of the regional financial market requires that investors from Niamey or Dakar have at their disposal the same information. This led to the choice by the Board of a Canadian company (EFA Software services). It was under these conditions that the Regional Stock Exchange on transferable securities was officially inaugurated on 18 December in Abidjan, the capitale of Côte d'Ivoire to begin tests for the starting up of activities.

II Objectives of the Regional Stock Exchange on transferable securities

The setting up of a WAEMU financial market structured round a Regional Stock Exchange on transferable securities and its local outposts (in the process of being created) aims at diversifying the financing sources of economic activities.

Elle contribuera à redynamiser la mobilisation de l'épargne intérieure, à assurer aux entreprises une source de financement alternative aux concours bancaires et à diversifier les sources de financement des trésors nationaux tout en incitant à une bonne gestion des Finances Publiques.

Il convient de noter que les taux d'investissements des pays de la zone sont encore très faibles. En effet, en 1996, le taux moyen d'investissement de la zone est de 15,2 % du PIB. Ce taux reste ainsi inférieur à la norme fixée par la Banque Mondiale (25 % du PIB). En 1996, en dehors du Togo et du Mali qui ont enregistré un taux d'investissement de 25,4 % les autres pays de la Zone n'ont pas encore atteint la norme fixée pour la Banque Mondiale. Le Burkina-Faso vient en troisième position avec un taux de 20 % par contre c'est la Côte d'Ivoire qui a enregistré en 1996, le plus faible taux de la zone (10,7 % du PIB). La création de la BRMV pourrait ainsi augmenter sensiblement les niveaux d'investissement dans les pays de la zone.

PAYS	1994	1995	1996
BENIN	14,6	14,3	14,3
BURKINA-FASO	20	20	20
COTE-D'IVOIRE	9,1	10,7	10,7
GUINEE-BISSAU	14,2	12	12
MALI	23,6	25,3	25,4
NIGER	9,7	10	11,2
SENEGAL	13,6	14,4	14,4
TOGO	22,5	25,4	25,4
MOYENNE UEMOA	14,03	14,2	15,2

It will contribute to stimulate the mobilization of domestic saving and to ensure to companies an alternative source of financing with regard to the participation of banking institutions. It will equally diversify the financing sources of national treasuries while advocating a sound management in public finance.

It is worth mentioning that investments rates of WAEMU countries are still very low. In 1996, the average investment rate in the area accounted for 15.2% in the GDP. This rate is below the standard set by the World Bank (25 % of the GDP). In 1996, apart Togo and Mali which obtained an investment rate of 25.4 %, the other countries of the area have not still met the standard set by the World Bank. Burkina Faso comes in the third position with a rate of 20 %. On the other hand, Côte D'Ivoire recorded in 1996, the poorest rate of the area with 10.7% of its GDP. The establishment of a Regional Stock Exchange on transferable securities could thus appreciably increase the levels of investments in the countries of the area.

COUNTRIES	1994	1995	1996
BENIN	14.6	14.3	14.3
BURKINA FASO	20	20	20
COTE D'IVOIRE	9.1	10.7	10.7
BISSAU-GUINEA	14.2	12	12
MALI	23.6	25.3	25.4
NIGER	9.7	10	11.2
SENEGAL	13.6	14.4	14.4
TOGO	22.5	25.4	25.4
WAEMU AVERAGE	14.03	14.2	15.2

III Mécanismes de fonctionnement et réglementation de la BRVM

En ce qui concerne les mécanismes de fonctionnement de la BRVM, une cellule d'experts, sous la direction de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, s'était chargée d'étudier les conditions d'efficacité de celle-ci en recherchant un équilibre entre les standards internationaux et l'environnement local. C'est ainsi que le choix s'est porté sur une cotation au comptant, deux fois par semaine de produits simples actions, obligations et droits attachés. Ce cadre de fonctionnement permet de tenir compte des contraintes de l'environnement économique et de la culture financière locale. Cela étant, la BRVM est destinée à être un marché de placement où les opérateurs locaux pourront s'y retrouver. Ainsi contrairement au Marché A terme (MATIF) parisien, la BRVM ne sera pas un marché spéculatif. La cotation se fera selon la méthode du fixing (au cours d'équilibre) par application des principes de marché centralisé dirigé par les ordres (article 29 du règlement général de la BRVM).

Tous les ordres d'achat et de vente seront collectés et transmis sans compensation (article 31 du règlement général de la BRVM). Cependant, même si le marché se fait sur des bases simples, il doit fonctionner selon des règles strictes. Les titres de la BRVM seront dématérialisés et celle-ci fonctionnera selon les principes de l'irrévocabilité et de la concomitance des mouvements des espèces et des titres.

Le principe d'unicité¹ de cotation sera respecté pour chacune des valeurs admises à la cote de la BRVM (article 27 du règlement général de la BRVM).

III The Regional Stock Exchange on transferable securities operation mechanism and regulation

With regard to the operating mechanisms of the Regional Stock Exchange on transferable securities, a group of experts, under the supervision of the West African States Central Bank, proposed to examine the efficient formula in seeking a balance between international standards and the local environment. The choice was on a cash purchase quotation, twice per week, of simple products (shares, bonds and common investment fund). This framework enables to take into account the constraints of the economic environment and the local financial culture. The regional Stock Exchange on transferable securities aims to be an investment market for businessmen. And, contrary to the French financial futures market, the Regional Stock Exchange on transferable securities will not be a speculative market. The quotation will follow the fixing method (balance rates) in application of the principles of the centralised market which operates according to the methods of orders (article 29 of the general regulations of the Regional Stock Exchange on transferable securities).

All the buying and selling orders will be collected and transmitted without compensation (article 31 of the general regulations of the Regional Stock Exchange on transferable securities). However, even if the transactions are made on a simple basis, the Stock Exchange should operate according to strict regulations. The securities of the Regional Stock Exchange will be dematerialized and the Market will function according to the principles of irrevocability and the concomitance of the circulation of cash and securities.

The principle of quotation unicity¹ will be respected for each security listed on the Regional Stock Exchange on transferable securities (article 27 of the general regulations of the Regional Stock Exchange on transferable securities).

¹ Ce principe s'entend comme l'application d'un seul cours à l'ensemble des transactions conclues

¹ This principle covers the application of a single quotation on all arranged tradings

Le bon fonctionnement d'un marché financier suppose l'existence d'un régulateur qui fixe les conditions de fonctionnement du marché financier mais aussi la définition des sanctions en cas de non-respect des règles. Dans le cas de la BRMV, ce rôle sera dévolu au Conseil Régional de l'Epargne. En effet, la convention portant création du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des marchés financiers a été signée le 3 juillet 1996 à Dakar par les ministres des Finances de l'UEMOA. Ce Conseil sera chargé d'élaborer un cadre administratif et les règles de fonctionnement de la nouvelle bourse, d'agréeer et/ou autoriser les intervenants commerciaux (notamment les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation, les sociétés de Gestion du patrimoine, les Apporteurs d'Affaires, etc...) et les intervenants professionnels (articles 21-22 de l'annexe portant composition, organisation, fonctionnement, attribution du conseil Général de l'Epargne publique et des marchés financiers). Hormis ces rôles dévolus au conseil Général celui-ci dispose également des pouvoirs de contrôle (articles 23 à 26) et de sanction (articles 30 à 35). Dans une perspective de renforcement des efforts d'intégration et de croissance économique, on peut dès maintenant examiner de la création de la BRVM sur les économies de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

IV Impact de la création de LA BRVM dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

L'ouverture de la BRMV va se traduire par l'émergence des métiers de Bourse et d'intermédiaires commerciaux tels que les sociétés de gestion du patrimoine, les sociétés de conseil en valeur mobilière, les apporteurs d'affaires et les démarcheurs. Cette situation pourrait ainsi favoriser la création d'emplois et une certaine réactivation de l'activité à Abidjan² en particulier et dans la zone en général. Cette situation va offrir de nouvelles perspectives aux établissements financiers des pays de l'UEMOA. les banques peuvent apporter une aide juridique fiscale et financière aux sociétés qui opéreront pour une introduction sur le marché financier.

The good functioning of the financial market is related to the existence of a buffer pool which set the operating conditions of the financial market but also the definitions of sanctions in case of non compliance with the rules. In the case of the Regional Stock Exchange on transferable securities, this role will be devoted to the Regional Council on Saving. The convention establishing the Regional Council on Public Saving and the financial markets was signed on 3 July 1996 in Dakar by WAEMU ministers of finance. This Council will be assigned to elaborate an administrative framework as well as the operating regulations of the new Stock Exchange and to authorize commercial agents (namely, Intermediation and management companies, estate management companies and providers of business etc. and the traders[articles 21-22 of the annex on the composition, organization, functioning and assignment of the Regional Council on Public Saving and financial markets]). In addition to these roles, the Regional Council has control powers(articles 23 to 26) and sanction prerogatives(articles 30 to 35). Within the context of the strengthening of integration efforts and economic growth, it is worth examining the probable impact of the establishment of a Regional Stock Exchange on transferable securities on the economies of the West African sub-region.

IV Impact of the creation of the Regional Stock Exchange on transferable securities in the West African sub-region

The opening of the Regional Stock Exchange on transferable securities will lead to the emergence of Stock Exchange job-related occupations and commercial intermediaries such as estate management companies, providers of business and traders. This could help facilitate job creation and a certain reactivation of business in Abidjan² in particular and in the sub-region in general. This situation will provide new opportunities to the financial institutions of WAEMU countries.

Elle permettra une forte mobilisation de l'Épargne intérieure et son utilisation judicieuse pour le financement du développement. En effet, pour pallier le problème de garantie que connaît encore le système bancaire classique des pays de l'UEMOA, la plupart des entreprises de la zone auront tendance à transférer leurs avoirs vers la Bourse RVM où les conditions de couvertures de risque et d'obtention de gains seraient plus favorables. Cette épargne qui auparavant était oisive pourra combler les besoins de financement des entreprises qui seront cotées en bourse. Ceci favorisera de nouveaux investissements et donc la croissance économique dans les pays de la zone. Cette situation ne peut que se faire à long terme car à court terme, elle risque d'augmenter davantage les besoins de financement des investissements dans certains pays de la zone. En effet, la cotation en bourse devra se faire selon des critères qui seront arrêtés par le conseil régional. Parmi ceux-ci, les critères de performance et de compétitivité sont incontournables et ceci dans le but de minimiser les risques encourus par les opérations effectives sur la BRVM. Or dans certains pays de la zone comme le Niger, le Bénin, la Guinée-Bissau et même le Mali, la plupart des entreprises qui le plus généralement sont des MPE et/ou des PME, ne répondent pas à ces critères face à celles des autres pays de la zone (Sénégal, Burkina-Faso et Côte-d'Ivoire surtout. En plus dans ce premier groupe de pays, les entreprises ne sont pas habituées à diffuser l'information financière les concernant. Ainsi, dans ces pays une certaine évolution des mentalités et une amélioration des performances et de la compétitivité des entreprises s'avèrent indispensables. Ceci nécessite à n'en pas douter du temps. Cela étant, à court terme on assistera purement et simplement à une sorte de fuite de l'épargne des pays peu ou moins compétitifs vers les pays les plus compétitifs de la zone (Côte -d'Ivoire, Sénégal, Burkina-Faso). Mais à long terme, le mouvement aurait tendance à se renverser. En effet, la poursuite du processus de privatisation et le soutien au développement du secteur privé pourraient améliorer les performances et la compétitivité des entreprises du premier groupe de pays. Il y aura ainsi une augmentation du nombre d'entreprises de ces pays qui seront cotées en bourse. Et l'Excédent de financement dans les pays les plus compétitifs dès le départ serait déversé dans les pays dont les entreprises viendraient d'émerger ce qui peut

This will enable a strong mobilization of the domestic and even foreign saving and its judicious utilization in the financing of development. In order to compensate for guarantee problems still witnessed by the classic banking system of WAEMU countries, most enterprises of the zone will have the tendency to transfer their assets to the Regional Stock Exchange on transferable securities where the conditions for the coverage of risk and obtention of gains will be more favourable. This saving which was previously idle could catch up with the financing needs of listed companies. This will bring new investments and economic growth in the countries of the zone. This operation will be carried out on a long term basis since the short term basis could further increase the investments financial needs in some countries in the area. To be listed on the Stock Exchange requires the agreement of the Regional Council. Among these requirements there are the criteria of performance and competitiveness which are essential to minimize the risks incurred by the effective operations on the Regional Exchange on transferable securities. In some countries of the zone like Niger, Benin, Guinea-Bissau and even Mali, the majority of enterprises are small and medium-size types which are less competitive than their counterparts in the area (Senegal, Burkina Faso and Côte D'Ivoire mainly). In general in WAEMU countries, firms are not used to diffuse their financial information. Thus, a certain evolution of mentalities and an improvement of the performances and the competitiveness of enterprises are necessary. This, no doubt will take time. In the short term, we will purely and simply assist to a kind of saving evasion from the less competitive to the most competitive countries of the zone(Côte d'Ivoire, Senegal and Burkina Faso). But in the long term, the movement will have the reverse tendency. In fact, the follow-up of the privatization process, the support to the development of the private sector and a cheaper labour could improve the performances and competitiveness of enterprises belonging to the first group of countries. As a result , there will be an increase in the number of enterprises that will be listed on the Stock Exchange. There will certainly be a transmission of growth between the States of the zone.

Cette situation peut faciliter le processus de privatisation en cours dans les pays de la zone ; les Etats pouvant facilement céder leurs actions par le biais de la BRVM.

L'article 174 du règlement général relatif à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle du marché financier stipule : "Aucun titre émis hors de l'UEMOA par une entité privée ou publique ou un organisme de placement collectif en valeurs non résident de l'Union ne peut faire l'objet d'une inscription à la cote de la Bourse régionale". Dans cet ordre d'idées, certaines entreprises très compétitives des pays non membres de la zone (Nigeria surtout) dans le souci de participer aux opérations de la BRVM auront tendance à se délocaliser.

La zone tiendra ainsi attractive aux capitaux extérieurs.

L'ouverture de la BRVM pourrait stimuler la concurrence au sein de la zone. En effet, dans une perspective de performance comparée entre pays de la zone, on pourrait éventuellement raisonner en terme de nombre d'entreprises cotées en bourse. Cette situation pourrait entraîner une sorte de concurrence entre entreprises de la zone.

Enfin l'ouverture de la BRVM est la preuve du renforcement du processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Outre l'adhésion de la Guinée-Bissau à l'UEMOA, la BRVM peut inviter d'autres pays de la sous-région à y adhérer.

This situation can favour the privatization process under way in the countries of the zone and in the countries which can easily sell their shares through the Regional Exchange on transferable securities.

Article 174 of the general regulation related to the organization, the functioning and the control of the financial market stipulates : "a security issued outside WAEMU by a collective share investment house which is non resident of the Union cannot be listed in the Regional Stock Exchange on transferable securities". In this case, some enterprises highly competitive belonging to the non member States of the zone(Nigeria especially) wishing to participate in the operations of the Regional Stock Exchange on transferable securities will be inclined to delocalize.

The zone will thus become attractive to external capital.

The opening of the Regional Stock Exchange on transferable securities could stimulate competition within the zone. And, within the framework of comparative performance between the countries of the zone, one can, if need be, reflect in terms of the number of enterprises listed on the Stock Exchange.

Finally, the opening of the Regional Stock Exchange on transferable securities is the evidence of the strengthening of the West African regional integration process. Besides the membership of Bissau-Guinea to WAEMU, the Regional Stock Exchange on transferable securities can stimulate other countries of the sub-region to join.

BURKINA-FASO SOMMET DE L'UEMOA**REPORT DE L'INSTAURATION EFFECTIVE
DE L'UNION DOUANIERE JUSQU'EN L'AN
2000**

Le traité du 10 Janvier 1994 marque un tournant dans les efforts d'intégration économique poursuivis par les Etats membres. En signant ce traité, les chefs d'Etat ont déclaré vouloir créer un nouveau cadre de solidarité, de nature à faciliter la réalisation des objectifs de croissance et de développement dans le cadre de la mesure d'ajustement globale que les chefs d'Etat et de gouvernement ont adoptée. La création de cet espace doit se traduire par un élargissement du marché des biens et services, conjugué aux gains de compétitivité résultant du réalignement monétaire; elle permettra de réduire de façon significative les coûts de production dans l'Union, contribuant ainsi à accroître les opportunités d'investissement et de relance de la croissance. Il faut rappeler que le traité repose sur deux principes :

- 1) la primauté du droit communautaire sur le droit national ;
- 2) la primauté de manière centralisée les objectifs de l'Union. Ces objectifs se résument dans la volonté d'assurer une croissance durable fondée sur le développement des échanges intra-régionaux, la cohérence des politiques d'investissement, l'extension maximale des complémentarités entre les pays membres, ce qui implique :

- l'assainissement et la coordination des politiques macro-économiques nationales, notamment la cohérence des politiques budgétaires avec la politique monétaire commune et l'harmonisation des indicateurs économiques ;

la réalisation d'un marché commun qui suppose l'élimination progressive des barrières commerciales entre les pays membres, l'établissement d'un tarif extérieur commun, l'instauration des règles communes de concurrence et d'aide publique, la libre circulation des personnes des services et des

BURKINA FASO WAEMU SUMMIT**POSTPONEMENT OF THE EFFECTIVE
ESTABLISHMENT OF THE CUSTOMS
UNION UNTIL YEAR 2000**

The treaty signed on 10 January 1994 is a turning point in the economic integration efforts carried out by member States. By signing this treaty, the Heads of States aimed at creating a new solidarity framework in order to facilitate the realization of growth and development objectives within the context of global adjustment that the Heads of States and Government have adopted. The creation of this geographic area should be translated by a widening of the goods and services market conjugated to competition gains resulting from the monetary realignment. This will significantly contribute to reduce production costs in the union by continuing to increase investments and growth in order to relaunch opportunities. It is worth recalling that the treaty is based on two principles :

- 1) the precedence of community law on national law ;
- 2) the continuation through a centralized method of the Union's objectives. The latter are summarized in order to ensure a sustainable growth based on the development of intra-regional exchanges, the consistency of investment policies and the maximum extension of complementarities between member States. This involves :

- the reorganizing and coordination of national macroeconomic policies, particularly, the consistency of budgetary policies with monetary policies and the harmonization of economic indicators ;

- the realization of a common market which means the progressive elimination of trade barriers between member countries, the establishment of a common external tariff, the establishment of common regulations for competition and public assistance and the free

- la mise en oeuvre des politiques sectorielles communes.

La présente note se penchera sur la problématique de la création d'une Union douanière au sein de la Zone. En effet, réunis en Session, les chefs d'Etat de l'Union auraient décidé de sursoir cette création initialement prévue pour le 1er janvier 1998 et de la reporter jusqu'en l'an 2000. Cette décision n'est pas surprenante et ne vient pas compromettre la réalisation de cet objectif dont le processus est en cours au sein de cette zone. Elle montre seulement les difficultés de sa réalisation. En effet, la conférence des chefs d'Etat, qui s'est tenue les 9 et 10 Mai 1996, a adopté une première étape de ce processus à savoir l'application du Régime Tarifaire Préférentiel Transitoire qui comporte notamment :

- la levée immédiate de toutes les barrières non tarifaires entravant les échanges entre les pays membres,
- la libre circulation, en franchise de tous droits et taxes, des produits de cru c'est à dire le poisson, la viande, le bétail, les légumes et les produits de l'artisanat ;
- la réduction de 30 % des droits d'entrée pour les produits industriels originaires agréés par la commission, à compter du 1er juillet 1996 et cela pour une période de 12 mois, à l'issue de laquelle sera mis en place un schéma tarifaire préférentiel définitif dans les conditions prévues par l'article 78 du traité.

Une réunion d'experts tenue à Ouagadougou du 1er au 5 avril 1996 a émis les propositions suivantes les 338 entreprises agréées sous l'ancien régime CEAO soumettront à la Commission une demande d'agrément au Tarif Préférentiel Communautaire, cela selon deux critères d'acceptation : Dans les produits industriels plus de 60% des matières utilisées doivent provenir de la sous-région. Pour la variable "valeur ajoutée", le régime préférentiel est admis si 40 % contribuant à la fabrication constituent bien une "valeur ajoutée", cela alors même que la quantité de matières premières originaires est inférieure à 60 %. Les produits agréés

- the implementation of common sectorial policies.

The present note will focus on the possible establishment of a customs union within the zone. During a meeting, the Heads of States of the Union decided to defer the date of creation which was initially scheduled for 1 January 1998 to be postponed up to year 2000. This decision is not surprising and does not compromise the realization of this objective whose process is under way within the zone. It only shows the difficulties of its realization. In this connection, the Heads of States conference held on 9 and 10 May 1996 adopted the first part of this process, namely the application of the Provisional Preferential Rate System which includes :

- the lifting of all non tariff barriers which hamper exchanges between member countries ;
- the free circulation, exempt of any tax and duty, of local products such as fish, meat, livestock, vegetables and handicrafts ;
- the reduction by 30% of the entrance duty for the industrial products from member States authorized by the Commission from 1 July 1996 for a period of 12 months from which will be implemented a definitive special rate scheme according to the conditions mentioned in article 78 of the treaty.

An expert meeting in Ouagadougou from 1 to 5 April 1996 made proposals according to which 338 authorized enterprises under the old system of CEAO will submit to the Commission an agreement request of the community preferential rate on the basis of two acceptance criteria : At the level of industrial products, over 60% of the materials used should come from the sub-region. For the variable "value added tax", the special rate is accepted if 40% of the manufacturing material is truly a "value added tax" even if the quantity of raw materials from member countries is inferior to 60%. Besides,

- La réduction de 5 % des droits d'entrée sera appliquée pour les produits originaires non agréés, à partir du 1er Juillet 1996.

La deuxième conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement qui s'est tenue à Lomé le 23 juin 1997 a décidé de porter de 30 % à 60% la baisse des taxes douanières pour les produits industriels originaires agréés.

Tout ceci nous montre bien que cette union ne se met en place que progressivement et l'on pouvait prévoir le report de la création de celle-ci jusqu'en l'an 2000. Plusieurs raisons pourraient expliquer ce report ; parmi lesquelles nous avons :

- la faible compétitivité économique qui caractérise certains pays de l'Union. En effet, bien que la dévaluation du F CFA de Janvier 1994 ait modifié les taux de change réels au sein de la zone, il semble que la position compétitive de certains pays ne soit pas assez améliorée. Pour que ces pays puissent maximiser les gains spécifiques attendus de l'Union Douanière, il faut nécessairement leur accorder du temps pour se préparer davantage.

Evidemment, une des entraves à la compétitivité des pays de la sous-région en général, est l'excessivité des droits de porte. Cela étant dans l'état actuel des économies de la zone, un abattement limite (perçu comme un sacrifice) à 60% des taxes douanières au sein de la zone est raisonnable, dans le but de permettre aux pays moins compétitifs de se préparer en vue d'améliorer leur position compétitive. Les échanges intra-régionaux sont encore faibles et leur développement nécessitent des changements majeurs aussi bien sur le plan institutionnel qu'au niveau des mentalités et des habitudes. Tout ceci nécessite du temps

- l'incidence actuelle de la fiscalité douanière sur le budget des Etats. En effet, la plupart des pays de la zone ont un taux de pression fiscal encore faible. Ceci s'explique par les difficultés majeures dans la mobilisation des recettes fiscales à cause d'un secteur informel très développé et de l'existence de la fraude. Au sein même de ces recettes fiscales, c'est la part provenant des recettes douanières qui est la

- The reduction of 5% of entrance fees on non authorized products from member countries from 1 July 1996.

The second conference of Heads of States and Government held in Lome on 23 June 1997 decided to move from 30 to 60% the reduction of customs duties on authorized industrial products.

All this shows that the union is being progressively put in place and one can therefore expect the postponement of its establishment up to year 2000. A good number of reasons among which the following could explain this report :

- the poor level of competition which characterizes certain countries of the union. And, despite the devaluation of the CFA franc in January 1994 which modified the exchange rate within the zone, indicators still show that competition in certain countries remains at the same level. In this connection, in order to enable these countries maximize the expected specific gains from the customs union, they must be allowed extensions to get ready.

Obviously, one of the obstacles of competition in the countries of the sub-region in general is the high level of admission fees. In this regard, a reduction (perceived as a sacrifice) of 60% on customs duties within the zone is largely reasonable in order to enable the countries which are lagging behind to improve their competition level. The intra-regional exchanges are weak and their development requires great changes at the institutional level as well as at the level of mentalities and habits. All this requires time.

- the current incidence of the customs tax system on States budgets. The majority of the countries in the zone still have a weak tax burden. This situation is explained by the great difficulties encountered in mobilizing tax returns in view of a highly developed informal sector as well as the existence of fraud. Besides, at the level of the tax returns, the most important part comes from the

Ainsi l'instauration d'une Union Douanière dans un futur si proche (Janvier 1998) qui suppose un droit de douane nul au sein de l'Union, risquerait de mettre en crise les Finances Publiques de certains pays de la zone qui ont déjà des problèmes énormes de recettes. Il est donc évident que pour ces pays, il faut encore du temps. Il faut permettre à ces pays de rechercher les nouvelles sources de recettes ou des stratégies d'accroissement de l'Amiette. Dans certains pays, le problème est encore aggravé par les difficultés que rencontre l'Etat central et les collectivités territoriales à recouvrer leurs propres créances.

Une insuffisance probable des ressources provenant du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) ou la difficulté d'en disposer effectivement. En effet, dans le cadre de ces réformes fiscale et douanières, les pays membres de la Zone ont traduit le principe d'une solidarité entre eux par l'instauration d'un Prélèvement Communautaires de Solidarité (PCS). Ce Prélèvement de 0,5 % de la valeur des produits extérieurs introduits et mis à la consommation dans l'union, doit s'élever à près de 9 à 10 milliards de FCFA par an. Ces sommes ainsi dégagées serviront d'une part au fonctionnement de la commission et d'autre part, au versement compensatoire ; la baisse de la fiscalité devant être compensée pendant une certaine période. Par la suite, les produits du PCS, en plus du fonctionnement de la Commission, devront servir à alimenter des fonds structurels qui vont permettre de financer des projets devant accompagner le processus d'intégration régionale. Eu égard au poids des recettes douanières dans les recettes fiscales des pays membres, et au souci de la pérennité des activités de la Commission, il est claire dans l'état actuel des choses, que les ressources financières provenant du PCS, ne suffiront pas à très court terme à couvrir toutes ces charges. Il faudra donc un délai relativement long pour permettre à la Commission d'accumuler assez de ressources financières provenant du PCS, mieux à même de faire face à la fois au fonctionnement de celle-ci et au financement compensatoire des pays membres. En accordant un délai également aux pays membres, ceci leur permettrait de se préparer davantage aussi bien sur le plan de la compétitivité que sur le plan de la gestion des Finances Publiques. Ce qui pourrait

In this connection, the establishment of a customs union in the near future (January 1998) which means nil customs duties within the union may jeopardize public finance in certain countries of the zone which are grappling with enormous problems of receipts. Therefore, these countries need to be allowed further extensions of time. They need to map out new sources of revenue or strategies to increase their tax base. In some countries the situation got worse through the difficulties encountered by the Administration and the territorial communities with regard to debt collection.

A possible insufficiency of resources from the Community Solidarity Levy or the difficulty to effectively have one. Within the context of reforms on tax and customs systems, the member countries of the zone establish some sort of solidarity between them through the Community Solidarity Levy. This imposition of 0.5% of the value of introduced external products for consumption in the union should amount to roughly 9 to 10 thousand million CFA francs per year. These amounts will be used for the functioning of the Commission and for the compensatory settlement since the reduction of tax is to be compensated for a certain period. Then, the earnings from the Community Solidarity Levy besides the functioning of the Commission should go to the structural funds which are to support the regional integration process. Given the weight of customs returns in the tax returns of member countries as well as the perennality of the activities of the Commission, the present situation does not enable the financial resources of the Community Solidarity Levy to cover these expenses in the short term. The Commission should therefore be allowed further extensions of time to accumulate enough financial resources from the Community Solidarity Levy which is best placed to meet the functioning charges of the Commission as well as the compensatory financing of member States. By also allowing further extensions of time to member States, the latter can get ready both at the level of competition and the sound management of public finance. This can make their public finances less dependent on the Community Solidarity Levy.

Au total, toutes ces raisons rendent favorables le report de la création totale de l'Union Douanière pour l'an 2000 ; car " rien ne sert de courir, il faut partir à point".

D'ailleurs n'est-ce pas dans ce cadre que les trois pays enclavés : Burkina-Faso, Niger et Mali ont demandé un rythme d'intégration plus lent que celui théoriquement prévu. Ils craignent, en effet de devenir un simple déversoir des produits industriels fabriqués ou dans les pays côtiers ou tout simplement débarqués dans les grands ports de l'Union.

In a nutshell, all these reasons sustain the postponement of the establishment date of the customs union for year 2000 by "letting events run their course".

In this connection, the following landlocked countries Burkina Faso, Niger and Mali requested a slower integration pace than the one initially planned. They fear to become simple outlets of industrial products manufactured in coastal countries or products unloaded from the important ports of the union.

